

# La cacophonie américaine au Proche-Orient inquiète

**Diplomatie** Hillary Clinton explique que la position américaine sur le gel de la colonisation israélienne n'a pas changé

Erreur de communication, geste tactique ou simple manque de préparation? La tournée d'Hillary Clinton au Proche-Orient s'est soldée par le sentiment d'une cacophonie américaine, le désarroi palestinien et le triomphe visible du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Trois jours durant, la secrétaire d'Etat américaine a tenté de corriger le tir: «Notre politique concernant les activités de colonisation n'a pas changé», a-t-elle expliqué mercredi au Caire où elle est allée chercher dans un rendez-vous arrangé à la dernière minute le soutien du président Hosni Moubarak.

## Gel partiel ou total?

Hillary Clinton avait créé la surprise le week-end dernier en qualifiant le gel partiel de la colonisation proposé par Israël comme un «geste sans précédent» laissant ainsi entendre que Washington pourrait s'en contenter pour une reprise des négociations de paix. Elle s'écartait ainsi de la ligne qui est celle de la communauté internationale, des Etats-Unis et de Barack Obama en particulier, qui répétait il y a peu que le principe d'un gel total de la colonisation – y compris à Jérusalem-Est – était la condition d'une relance du processus de paix. Les Palestiniens y ont vu un camouflet, les Israéliens une «vic-toire du bon sens».

«Quelle que soit la façon de présenter les choses, il y a une reculade américaine, estime Elie Barnavi,

professeur d'histoire à l'Université de Tel-Aviv et auteur d'un livre qui appelle à un plus grand engagement américain dans la région». Si on demande le gel de la colonisation, il faut s'y tenir. Là, l'administration d'Obama donne des signes de cafouillage, d'actes non réfléchis, de faiblesse. Or, dans la région, il n'y a rien de pire que les signes de faiblesse.»

Face au tollé provoqué par ses propos – la Ligue arabe parle alors de «choc» et de «régession» –, Hillary Clinton a fait machine arrière dès lundi. «Ce que nous avons reçu des Israéliens est sans précédent» et constitue «un mouvement positif», mais «ce n'est pas ce que nous préférons», corrige-t-elle. En coulisse, un officiel du Département d'Etat avoue à la BBC que les propos de sa cheffe n'étaient pas clairs, suggérant qu'elle avait pris son équipe au dépourvu.

## Eviter un blocage

Ce «dérèpage» s'inscrit dans un contexte de pourrissement sur le terrain, les allées et venues de l'envoyé spécial américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, n'ayant jusqu'ici abouti à aucun résultat concret. Depuis plusieurs semaines, Washington cherche à donner des gages de son soutien à l'allié israélien alors que la cote de popularité de Barack Obama est au plus bas. Après le discours de la main tendue au monde musulman du Caire en juin dernier, les Israéliens ne comprennent pas pour-

quoi le président américain ne vient pas à Jérusalem en faire autant.

Devant l'intransigeance de Benjamin Netanyahu, Washington a préféré lâcher du lest plutôt que risquer un blocage de sa médiation. C'était surestimer la capacité d'encaisser les coups du côté d'une Autorité palestinienne (AP) déjà très fortement affaiblie. «On ne va pas continuer des négociations pour le seul plaisir de négocier, a déclaré mercredi à Ramallah le négociateur palestinien Saëb

Erakat. Les Israéliens ont le choix: les colonies ou la paix. [...] Si Netanyahu continue de construire 3000 logements, exclut Jérusalem et les bâtiments publics (d'un gel de la colonisation), la relance des négociations est mort-née.»

Le ton n'est toutefois pas le même au Caire. «Nous devons nous concentrer sur l'objectif final plutôt que de perdre du temps à exiger telle ou telle chose», a expliqué le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit,

qui s'est dit convaincu par les explications d'Hillary Clinton. En clair, il faut renoncer à la précondition du gel des colonies. «La seule méthode pour reprendre l'initiative est que les Etats-Unis posent sur la table un plan de paix dont on connaît les grandes lignes et fixent un calendrier contraignant», renchérit Elie Barnavi. **Frédéric Koller**

«*Aujourd'hui ou peut-être jamais. Pour une paix américaine au Proche-Orient, Ed. André Versailles.*»

## Israël saisit des tonnes d'armes iraniennes

### Arsenal embarqué sur un cargo destiné au Hezbollah

C'est au port d'Ashdod qu'a été amarré le *Francop*, le cargo antillais arraisonné dans la nuit de mardi à mercredi, à proximité de Chypre, par un commando naval israélien. A bord du navire, cachés dans des containers censés transporter des sacs de ciment, plus de 100 tonnes d'armes, de munition, de roquettes de 122 mm ainsi que des missiles antichars de fabrication iranienne.

Le *Francop* venait d'Egypte et devait se rendre en Syrie via Chypre et le Liban. Selon le premier ministre Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Ehoud Barak, les armes étaient destinées au Hezbollah. Pour les responsables israéliens, il s'agit donc d'un «nouveau coup porté au terrorisme».

Le 2 janvier 2002, en pleine Intifada, les commandos israéliens avaient déjà effectué une opération semblable en interpellant le *Karin A*, un cargo naviguant en mer Rouge et qui transportait 50 tonnes d'armes iraniennes commandées par l'entourage de Yasser Arafat à destination de la bande de Gaza. Sur ordre du premier ministre Ariel Sharon, qui voulait transformer l'arraisonnement en opération médiatique, le *Karin A* avait été amarré à Eilat. Là, sa cargaison avait été débarquée devant des journalistes accourus des cinq continents.

### Navire surveillé

Cette fois, Benjamin Netanyahu entend également profiter de l'impact de l'arraisonnement du *Francop* pour redorer le blason d'Israël, tout en ternissant celui de l'organisation chiite. Ce qui explique

pourquoi, les correspondants de la presse étrangère ont été rapidement invités à Ashdod afin d'y photographier les armes saisies.

Selon nos informations, l'arraisonnement du *Francop* n'a pas été fortuit puisque l'Aman (les renseignements militaires israéliens) le surveillait depuis son appareillage. Sans doute dans le cadre d'une coopération avec des services d'espionnage occidentaux.

Depuis la deuxième guerre du Liban (été 2006), les renseignements israéliens ont considérablement accru leur surveillance de l'organisation chiite libanaise. Ils ont aussi multiplié les opérations visant l'Iran et la Syrie grâce aux rallonges budgétaires dont ils ont bénéficié avec l'accord d'Ehoud Olmert puis de son successeur Benjamin Netanyahu.

**Serge Dumont, Tel-Aviv**